

Intervention de Madame Françoise de PANAFIEU

Monsieur le Maire,

Ne nous y trompons pas : en relançant le débat sur un « Grand Paris » Nicolas SARKOZY souhaite retrouver une nouvelle ambition pour Paris et pour la région d'Ile-de-France.

En effet, le Président de la république vient de rappeler la nécessité pour la France d'avoir un vrai projet pour l'agglomération capitale et d'ouvrir un débat entre les élus et tous les partenaires économiques.

Or le grand projet planificateur du SDRIF mis au point par Monsieur HUCHON et soutenu par l'exécutif de la collectivité parisienne, projet qui devrait concentrer toute l'ambition de l'Ile-de-France de France pour affronter la scène mondiale, est en train de manquer sa cible.

Ce ratage s'observe tout d'abord par une accumulation d'incohérences, qui ne sont que la manifestation de pouvoirs locaux qui tirent à hue et à dia.

Comment interpréter les mesures d'un Plan de Déplacements de Paris qui vise à enfermer la capitale dans son périphérique et son tramway, quand le Plan de Déplacements d'Ile de France dispose qu'il faut faciliter les échanges entre Paris et sa banlieue ?

Le problème de la compatibilité du PLU, récemment adopté, avec le SDRIF en cours d'approbation n'a échappé à personne. Plusieurs avertissements vous ont déjà été adressés, notamment lors de son adoption. Le PDP a également soulevé un émoi certain, dont j'ai été témoin, auprès de nombre de nos collègues, toutes tendances confondues, élus des collectivités locales de banlieue.

L'exercice de l'action publique en Île de France se heurte à un problème d'échelle de décisions, un problème d'organisation des pouvoirs au cœur de la région capitale, dont les incompatibilités entre SDRIF et PLU ne sont que le moindre des symptômes.

1)

Pour être honnête, ces limites aux exercices auxquels vous vous êtes astreints, je ne doute pas que vous en ayez pris conscience.

Dès les premières séances d'examen du PLU, souvenez-vous, nous vous avons suggéré de concevoir un urbanisme à l'échelle de l'agglomération. Nous avons déposé un amendement en ce sens, pour demander la création d'un établissement public intercommunal d'études.

Vous avez rejeté l'amendement, trop ambitieux pour vous, et vous avez timidement monté cette « conférence métropolitaine », des plus informelles.

Au delà d'une habile opération de communication, que ressort-il de cette sympathique conférence métropolitaine, qui se réunit tous les 36 du mois ?

La concurrence n'a jamais été aussi rude entre Paris et les communes de Petite Couronne, qui entendent bien prendre leur revanche. Cette concurrence s'observe avec le mur de bureaux qui continue de se construire le long du périphérique, avec les contestations qui émergent lors de chaque nouveau projet de centre commercial. Le manque de coordination s'observe sur les franges du territoire parisien, où, sur les grands projets urbains comme Seine Amont, ou Plaine de France, on cherche en vain une gouvernance unifiée.

Avec vous et la Conférence Métropolitaine, le clivage Paris-Banlieue a de beaux jours devant lui ! Sans contenu, on ne voit pas concrètement quelle avancée elle peut produire. Pas plus d'ailleurs que vos accords bilatéraux, basés sur le plus petit commun multiple avec quelques communes compatissantes, sur des sujets, avouons-le, plutôt mineurs.

Pour le SDRIF, Paris est considéré comme un trou noir, comme ce phénomène qu'on observe dans certaines galaxies : tout ce concentre autour, et rien n'en sort ! La Région semble avoir voulu éviter d'aborder le borborygme parisien et vos perpétuels embouteillages. Elle l'a fait d'autant plus volontiers que votre municipalité n'était pas demandeuse, à l'image du PLU malthusien qu'elle a conçu.

La frilosité du SDRIF, dénoncée à juste titre par Nicolas SARKOZY, résulte certainement d'une volonté de consensus entre une Région qui perçoit la nécessité de densifier, et une Gauche Parisienne qui veut mettre la campagne à Paris. Ce consensus est bien un consensus mou, qui ne sert pas l'intérêt général des franciliens.

2)

L'insuffisance est criante sur les questions qui nous préoccupent le plus.

Comment espérer que Paris pourra proposer seule un logement à chacun de ses 109 000 familles en attente, sur un territoire bâti de 87 km², quand Tokyo fait 621 km² pour 8 millions d'habitants, New York 833 km² pour 7,5 millions d'habitants, et Londres 1 578 km² pour 7 millions d'habitants ? Comme l'éclatement des pouvoirs dans Paris et les 3 départements de petite couronne peut-il se montrer plus efficace face à des cités à la gouvernance unifiée ?

Comment ainsi lutter contre nos propres démons ? Comment réduire les disparités, voire la ségrégation entre les territoires ? pendant que la Seine Saint-Denis a toutes les peines du monde à rénover ses cités et à proposer des emplois à sa jeunesse.

On ne voit pas comment le SDRIF pourra répondre à ces questions en l'absence de structure de coordination des actions à entreprendre au coeur de la Région. On ne voit pas comment, sans délégation de pouvoir à une structure démocratique de niveau supérieur, on pourra dépasser les intérêts particuliers de chacune des 124 communes des 4 départements centraux, une fois les beaux discours sur la solidarité prononcés.

Je ne reviendrais pas sur les insuffisances du SDRIF en matière de développement économique, insuffisances largement dénoncées par les milieux économiques. Il faudra un jour que vous compreniez que ce n'est en affaiblissant les territoires les plus dynamiques que l'on accroîtra la richesse globale de la Région. Ce n'est pas en bridant le développement de La Défense que l'on fera la promotion de la place de Paris face à Londres, New York, Tokyo ou Shanghai, pas plus qu'avec un PLU qui veut déshabiller la cité financière du centre de Paris, sans savoir s'il parviendra pour autant à raviver les territoires moins favorisés de l'est parisien. Avant d'affaiblir nos points forts, vous feriez mieux de renforcer la mixité des fonctions au sein des quartiers les plus déclassés.

Les domaines qui ne seront gérés avec pertinence qu'à un niveau supra-communal sont pourtant connus.

On ne pourra pas réduire la circulation en fermant Paris aux véhicules les plus polluants, si ces derniers contournent la capitale. D'ailleurs, vous le savez, Paris intra-muros ne génère que 7% de la pollution francilienne.

Nous sommes tous d'accord pour donner la priorité aux transports alternatifs à l'automobile et au camion, particulièrement en développant les infrastructures ferroviaires de banlieue à banlieue. Comment se fait-il alors que ce soient ces projets qui aient le plus patiné au cours du précédent contrat de plan Etat-Région ?

3)

Les spécialistes s'accordent pour affirmer que les blocages locaux, alliés à des procédures d'autant plus longues que les responsabilités sont découpées et empilées, ne sont pas étrangers à cet échec. Les synergies ne jouent que très peu entre les collectivités locales actuelles.

C'est encore un signe que l'organisation actuelle des pouvoirs ne fonctionne pas. C'est ce qui a fait écrire très récemment au professeur Guy BURGEL que nous avons vécu « *Quatre décennies de fausses orientations bousculées, qui coûtent cher à Paris et à la France* ».

Il faut une structure de décision et de pilotage pour le cœur de l'agglomération. Le SDRIF, qui rebat les cartes tous les 15 ans, ne peut s'y substituer, et la Région ne dispose pas des prérogatives ni des capacités, notamment en matière de logement et d'urbanisme, pour s'atteler à ces missions.

De grands défis nous attendent. Nous devons renforcer la place de Paris dans le monde.

Nous devons intégrer dans la société et l'économie les trop nombreuses poches de précarité.

Nous devons impulser la construction, je dis bien construction, de dizaines de milliers de logements durables de faible impact environnemental et de haute qualité architecturale dans le cœur de l'agglomération.

Nous avons le devoir de lancer un « plan Marshall » pour les transports collectifs, comparable à celui de Madrid, qui construit 10 km de métro quand Paris n'en construit qu'un seul dans le même temps. Nous devons lancer Arc Express ou Métrophérique malgré les 4 milliards d'euros qu'il nécessite, tout en améliorant les transports existants, et en prolongeant ou dédoublant les lignes de métro et de RER.

Mais pour prolonger des lignes, il faut faire bouger les lignes, faire preuve d'audace, faire tomber les tabous, que ce soit le tabou des financements, avec l'appel au partenariat public-privé, ou que ce soit celui des institutions, si elles se révèlent bloquantes plutôt que forces motrices.

En ce domaine, je crains fort, malheureusement, que le conservatisme ne soit à gauche !

La déclaration du Président de la République vient aussi à point nommé pour nous bousculer, nous obliger à prendre position et à réagir. Nous n'avons plus de temps à perdre.

4)

C'est pourquoi, Monsieur le Maire, êtes-vous prêt à relever le défi du Grand Paris?

Pensez-vous que le SDRIF, à cet égard, insufflé une ambition suffisante pour Paris et l'Île de France ?

Pensez-vous que Paris doive rester enserré dans le cadre, je dirais le carcan, des institutions et du territoire actuels ?

Êtes-vous favorable au final à ce que Paris intègre une structure intercommunale, dotée d'un statut juridique, de pouvoirs réels, de compétences pertinentes, de ressources stables et adaptées à l'enjeu ?

L'ensemble des Parisiens a le droit de connaître vos réponses à ces questions incontournables.